

M. VIKTOR ORBÁN, HÉRAUT DES « PETITS-BOURGEOIS VERTUEUX »

Hongrie, laboratoire d'une nouvelle droite

« Travail, foyer, famille, nation, jeunesse, santé et ordre », telles sont les valeurs dont se réclame le premier ministre hongrois Viktor Orbán. Il espère ainsi conserver le soutien des classes moyennes, laborieuses et « saines ». Et son gouvernement de droite nationaliste est bien décidé à présenter comme autant d'agents de l'étranger ceux qui, en Hongrie même, s'opposent à sa politique.

PAR G. M. TAMÁS *

L'ATMOSPHÈRE de peur et de désolation qui règne en Hongrie n'est pas seulement le fait de la crise économique ou de la politique du gouvernement de M. Viktor Orbán ; elle traduit aussi l'incapacité de la république démocratique – et du régime libéral de marché qui la sous-tend – à créer un ordre social plus juste.

Le contraste avec la situation qui prévalait avant la chute du régime communiste est frappant : tout répressif qu'il était, ce pouvoir offrait une sécurité sociale efficace, le plein-emploi, une meilleure politique de santé publique, des loisirs bon marché ou gratuits, de meilleures conditions de vie matérielles. Tout cela, certes, au prix de l'hypocrisie, de la censure, de l'absence de choix offert au consommateur et du conformisme. Le régime était qualifié de « socialiste » ou de « communiste » ; il s'agissait en fait d'un Etat-providence conservateur sur les plans moral et culturel. Il a introduit dans une société rurale et archaïque les standards de vie modernes, de la plomberie à l'alphabetisation, sans oublier l'affranchissement des servitudes de l'ancien monde, en particulier la soumission à l'aristocratie. Cela fut remplacé par le pouvoir des fonctionnaires, des militaires et des bureaucrates d'un Etat autoritaire. Le « réalisme socialiste », comme on l'appelait, remplaçait la mystique nationaliste et religieuse par une philosophie positiviste promouvant la science et la technologie.

Le préjugé, courant en Occident, qui attribue l'absence de tradition démocratique en Europe de l'Est à un penchant naturel pour la servilité est absurde. Une défiance largement partagée envers le

Seize lois votées en une journée

ALORS que s'engage la lutte à mort pour des ressources et des services sociaux de plus en plus rares, le pouvoir présente l'enjeu de la compétition en termes d'excellence morale, d'aptitude biologique et de supériorité intellectuelle. Seules les personnes jeunes, diligentes et flexibles sont jugées dignes de considération : refuser ces critères, c'est nier l'ordre naturel des choses. Ceux qui ne souhaitent pas concourir, ou qui n'en sont pas capables, subissent la contrainte de l'Etat, voire la répression policière. Les adversaires de cette politique sont taxés d'utopistes, de totalitaires, d'hommes et de femmes du passé, qui en voudraient à des libertés chèrement conquises.

C'est sur ce terrain que la nouvelle majorité de droite se déploie. Détentrice de deux tiers des sièges au Parlement hongrois, elle a le pouvoir d'amender la Constitution, et même d'en écrire une autre. Le chef de cette majorité, M. Orbán, avait été un procureur assidu et efficace des politiques du gouvernement libéral-socialiste précédent, à la fois impopulaire, impuissant et corrompu. Il avait soutenu le référendum victorieux lancé par les syndicats contre l'institution de droits d'entrée à l'université et contre le relèvement des tarifs de santé (il a, depuis, réintroduit l'un et l'autre sans le moindre frémissement de la population). Lors de sa campagne, en 2010, il n'a présenté, pour ainsi dire, aucun programme. La plupart des mesures adoptées depuis par son gouvernement avaient été tenues secrètes.

Des lois ont été votées à une telle vitesse qu'il est difficile d'en tenir le compte. Le 23 décembre 2011, veille des vacances

libéralisme – à la fois sous sa forme de démocratie représentative et sous celle d'une société de marché inégalitaire – ne signifie pas forcément une adhésion à des normes familiales, sexuelles ou éducatives rigides. Mais les peuples d'Europe de l'Est ont beau être rebelles, leur transition vers un régime de marché à l'occidentale a été fatale à leur modèle social. En Hongrie, elle entraîna par exemple la disparition de la moitié des emplois dans les deux années qui suivirent la chute du bloc soviétique. Le pays ne s'en est jamais remis.

L'Etat-providence, qui se revendiquait comme un ordre égalitaire fondé sur un équilibre entre capital et travail – grâce au mouvement ouvrier –, fut désintégré. Avec la réduction de l'impôt sur le capital, la libéralisation du commerce international et le développement des nouvelles technologies, le salaire réel et l'emploi ont connu une chute vertigineuse. Au moment où des populations jusqu'alors préservées basculaient hors du système, l'Etat aurait dû concentrer ses efforts sur ceux qui étaient incapables de gagner décemment leur vie : chômeurs, immigrés, enfants et personnes âgées. Ce ne fut pas le cas.

Au contraire, les individus qui ne pouvaient pas travailler ont été assimilés à des êtres inférieurs, et toute aide publique à un abus, à un privilège octroyé à des immigrés oisifs, des mères célibataires, des chômeurs, des retraités, des handicapés, des fonctionnaires, étudiants, artistes et autres intellectuels. En expulsant des immigrés, on prétend même prouver que les exclus du système sont fondamentalement – pour ne pas dire racialement – étrangers, et moralement coupables.

parlementaires, la majorité a fait adopter une loi qui en amende d'un seul coup trois cent sept autres. Le but de cette fureur législative (en décembre toujours, seize lois ont été votées en une seule journée) est simple : d'abord pérenniser le pouvoir du parti majoritaire par la nomination, pour neuf ou douze ans, de grands commis d'Etat ; ensuite, remplacer les corps élus par des autorités au service de la droite et de ses alliés patronaux. Bien qu'elles soient, pour 93 % d'entre elles, déjà contrôlées par la droite, la plupart des assemblées locales seront remplacées par des administrateurs du gouvernement, ou verront leurs pouvoirs sensiblement réduits. Par divers artifices, les personnels des cours de justice, des agences d'évaluation de l'Etat, des médias publics, des universités, des institutions culturelles, etc., seront nommés, pour une durée indéterminée, par le gouvernement.

Le nouveau découpage électoral assure au parti au pouvoir deux tiers des sièges avec 25 % des voix. Le garde du corps personnel de M. Orbán dirige la principale agence de renseignement. De nouvelles dispositions légales rendent grèves et référendums quasi impossibles. L'article qui prévoyait « un salaire égal pour un travail égal » a été supprimé de la Constitution.

Celle-ci inclut désormais diverses mesures visant à rendre difficile tout changement. Y figure un impôt sur le revenu à taux unique (*flat tax*) de 16 %. L'Union européenne et la presse libérale occidentale, qui s'indignent des limitations posées à l'autonomie de la Banque centrale hongroise, passent sous silence les protestations de la Fédération syndicale européenne contre une législation du travail répressive. Les partis communistes et leurs successeurs, c'est-à-dire les deux



ALBERTO MAGNELLI. – « Mesures illimitées n° 1 », 1951

partis socialistes dans l'opposition (Parti socialiste hongrois [MSZP] et Coalition démocratique), sont étiquetés « organisations criminelles » par la nouvelle Constitution. L'enseignement public se mue en système ultraconcurrentiel, chapeauté par l'Eglise catholique. L'embryon est dorénavant considéré comme un « être humain dès le début de la grossesse ». On débaptise les rues portant les noms de martyrs antifascistes ou même de l'ancien président américain Franklin D. Roosevelt, mais on inaugure une nouvelle statue à la gloire de Ronald Reagan.

Certaines mesures du gouvernement de droite – la nationalisation des fonds de pension privés, les taxes spéciales prélevées sur certaines banques étrangères et sur les chaînes de grande distribution comme Tesco, ou la conversion partielle en forints hongrois des dettes immobilières exprimées en devises étrangères – ont provoqué à l'Ouest la colère des cercles financiers. En réalité, elles sont formulées de telle sorte qu'elles ne profitent qu'à quelques franges des classes moyennes supérieures.

Ce que M. Orbán a en tête, c'est une forme de renaissance nationale. Non seulement une grandeur restaurée, mais aussi la prospérité économique et la réhabilitation d'un Etat qu'il perçoit, non sans raison, comme une institution inefficace que nul ne respecte plus. Il voit dans une classe moyenne large et forte, entreprenante, courageuse, disciplinée la colonne vertébrale du pays. Toutes les réformes fiscales, toutes les subventions sont au service de ce groupe social plutôt jeune auquel lui-même et ses amis appartiennent. Son idéal : les petits entrepreneurs, les professions libérales, les patriotes, loyaux, pieux, respectueux de la tradition et de l'autorité. La droite les a aidés à acquérir des maisons individuelles, l'une des causes de la flambée de l'endettement des ménages, en Hongrie comme ailleurs.

A l'image des conservateurs d'Europe centrale, la droite hongroise estime que les adversaires de cette classe moyenne sont, d'une part, les multinationales, les institutions bancaires et le « capitalisme financier » et, de l'autre, les prolétaires, les pauvres, les « communistes » – sans compter la catégorie des « sous-humains » inexploitable. Davantage que raciste à l'ancienne mode, la droite hongroise est avant tout opposée aux subventions pour les pauvres, à l'aide aux chômeurs, assimilés aux Roms (ce qui est, par ailleurs, tout à fait contestable) et à tous les éléments « improductifs » de la société, appelés « inactifs » – une catégorie qui inclut les retraités.

Afin de favoriser ses clientèles, le gouvernement a besoin d'argent et pro-

Il n'y a plus de ressources pour les transports publics, l'environnement, les hôpitaux, les universités, les écoles élémentaires, l'aide aux aveugles, aux sourds, aux handicapés et aux malades. En revanche, on finance abondamment le sport, réputé stimuler la combativité, l'esprit de groupe, la loyauté, la discipline personnelle, l'effort viril...

On préfère l'action aux discours (comprenez : à la pensée critique) qu'apprécient tant les « classes bavardes ». Rien d'étonnant à cela : les conservateurs – et en particulier les intellectuels conservateurs – qui, il n'y a pas si longtemps, tenaient les cercles de réflexion et les loges maçonniques pour responsables de la Révolution française, ont toujours haï les intellectuels contestataires.

M. Orbán, qui parle d'une « société fondée sur le travail », a officiellement sonné le glas de l'Etat-providence. En cela, il ne se distingue pas de la plupart des dirigeants occidentaux, qui pousseraient pourtant des cris d'orfraie si on comparait leurs conceptions aux siennes. Le premier ministre hongrois est simplement plus franc et plus cohérent qu'eux. Moins tenu par le formalisme, les traditions et l'apparat, il peut mettre en œuvre des réformes radicales. L'une d'elles prévoit que les indemnités de chômage ne soient versées qu'en échange de services rendus, sur instruction des autorités et sous le contrôle du ministère de l'intérieur, pour une rémunération très inférieure au minimum vital. Constamment harcelés et humiliés, ces « travailleurs publics », principalement des Roms, accomplissent leurs corvées sous une stricte surveillance policière pendant que les médias de droite en font des paresseux.

Conforté par le tollé européen

UNION EUROPÉENNE et gouvernement des Etats-Unis, bien que globalement en accord avec sa politique (la formation de M. Orbán est membre du Parti populaire européen), s'opposent avec véhémence à ses proclamations nationalistes et à sa rhétorique contre les banques. La propagande officielle hongroise en tire argument pour prétendre que le gouvernement est en butte aux pressions de... la gauche internationale ! Pour la droite radicale d'Europe centrale, capitalisme financier et communisme sont similaires : à la fois modernistes, séculiers, cosmopolites et républicains.

Les attaques incessantes de la presse occidentale ont déjà provoqué un retour de flamme en Hongrie : des parlementaires néonazis brûlent des drapeaux de l'Union ; la population ne comprend pas que son gouvernement, si critiquable

soit-il, puisse incarner le mal absolu à l'étranger. L'indignation nationaliste risque de mobiliser la droite contre la protestation sociale et démocratique, laquelle devra alors s'opposer à la fois aux mesures d'austérité recommandées par l'Union et aux politiques de la droite hongroise. Les menaces européennes ne font en somme que conforter le gouvernement Orbán, qui, après tout, est issu d'un scrutin régulier.

Il existe plusieurs façons de corrompre la démocratie. Supprimer des subventions pour changer la donne politique d'un pays constitue une forme de chantage. Cela, tout libéral honnête devrait le décrier. C'est pourquoi l'opposition hongroise s'élève à la fois contre les politiques du gouvernement et contre les pressions des institutions européennes et du Fonds monétaire international (FMI).



* Philosophe et ancien député.